



## Médiation du crédit aux entreprises

En 2012, 4 077 dossiers ont été déposés à la Médiation nationale du crédit avec une moyenne mensuelle de 378 dossiers. Sur ce total, 3 182 ont été acceptés et le taux de médiation réussie s'est établi à 58 % contre 59 % en 2011. La Médiation du crédit constate une complexité croissante de la situation des entreprises qui saisissent le Médiateur et dont les dossiers relèvent souvent de problèmes structurels liés au ralentissement conjoncturel. En 2012, 95 % des dossiers acceptés concernent les TPE-PME de moins de 50 salariés. 56 % des besoins de financement sont inférieurs à 50 000 euros.

En 2012, l'action de la Médiation a permis de conforter 1 550 entreprises dans leur activité, 543 millions d'euros ont été débloqués et 34 574 emplois préservés.

Depuis la création du dispositif en novembre 2008, 37 157 dossiers ont été déposés, avec un taux de médiation réussie de 62 %. 4,23 milliards d'euros de crédit ont été débloqués, 16 621 entreprises ont été confortées dans leur activité et 293 444 emplois préservés.

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### 1 - BCE

Lors de sa réunion du 7 février 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse que « les taux d'inflation (...) ont continué de diminuer, comme prévu, et devraient revenir en deçà de 2 % au cours des prochains mois. (...). La faiblesse de l'activité dans la zone euro devrait se prolonger début 2013 (...). Plus tard en 2013, l'activité économique devrait se redresser progressivement (...). Les risques entourant les perspectives économiques de la zone euro demeurent orientés à la baisse. (...) ». Le Président de la BCE a précisé que le Conseil des gouverneurs « suit attentivement la situation sur le marché monétaire et son incidence éventuelle sur l'orientation de la politique monétaire, qui demeurera accommodante en assurant une allocation illimitée de liquidité ». M. Draghi a également souligné qu'« afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans les pays de la zone euro, il est essentiel de continuer à renforcer la capacité de résistance des banques autant que nécessaire. Des mesures décisives pour la mise en place d'un cadre financier intégré permettront d'atteindre cet objectif. Le futur mécanisme de surveillance unique (MSU) en est l'une des pierres angulaires. Il s'agit d'une avancée capitale vers la réintégration du système bancaire ».

#### 2 – Eurogroupe

M. Jeroen Dijsselbloem, ministre néerlandais des Finances a été nommé président de l'Eurogroupe pour une durée de deux ans et demi, en remplacement de Jean-Claude Juncker.

### « Fichier positif »

Lors de sa réunion du 21 janvier 2013, le Comité interministériel de lutte contre les exclusions a adopté le plan pluriannuel contre la pauvreté qui prévoit notamment la création d'un registre national des crédits aux particuliers dit « Fichier positif » pour lutter contre le surendettement et d'un observatoire de l'inclusion bancaire qui appréciera les pratiques des banques envers leurs clients en difficulté financière.

Benoît Hamon, ministre délégué à la Consommation a annoncé que la mise en place de ce fichier n'interviendra pas avant fin 2014 compte tenu des délais nécessaires à sa création.

### Epargne réglementée

A compter du 1<sup>er</sup> février 2012, le taux du Livret A est fixé à 1,75 %. Les taux des autres produits d'épargne réglementée s'établissent comme suit : Livret de développement durable : 1,75 %, Livret d'épargne populaire : 2,25 %, Compte d'épargne logement : 1,25 %.

### Actualité législative

1 – L'ordonnance n° 2013-79 du 25 janvier 2013 portant adaptation du code monétaire et financier à la départementalisation de Mayotte et du droit des chèques dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie a été publié au JORF du 26 janvier 2013. Cette ordonnance clarifie par ailleurs certaines dispositions du code monétaire et financier relatives au droit des chèques dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie, afin de préciser les modalités des échanges d'informations sur les incidents de paiement par chèque, entre la Banque de France, l'Institut d'émission des départements d'outre-mer et l'Institut d'émission d'outre-mer.

2 - Le 30 janvier 2013 la commission des finances du Sénat a organisé, en préalable à l'examen du projet de loi de réforme bancaire et financière, une table ronde sur la séparation des activités bancaires.

Cette audition est consultable sur : <http://videos.senat.fr/video/commissions/commFINC-p1.html> ; l'ensemble du dossier législatif est consultable sur le site de l'Assemblée nationale à l'adresse suivante :

[http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/separation\\_regulation\\_activites\\_bancaires.asp](http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/separation_regulation_activites_bancaires.asp)

3 – Répertoire national des crédits aux particuliers : une contribution à la décision.

Le rapport d'information de Mmes Michèle André, Nicole Bonnefoy, MM. Alain Fauconnier, Roman Kerdraon, Mme Valérie Létard, MM. Philippe Marini, Hervé Marseille et André Reichardt, fait au nom de la commission des affaires économiques, de la commission des finances, de la commission des lois et de la commission des affaires sociales du Sénat est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr/rap/r12-273/r12-2731.pdf>

4 – L'octroi de mer : le rapport MM. Mathieu Hanotin et Jean-Jacques Vlody, fait au nom de la délégation aux outre-mer de l'Assemblée nationale est disponible en téléchargement sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i0659.asp>

## SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

### Climat des affaires morose en fin 2012

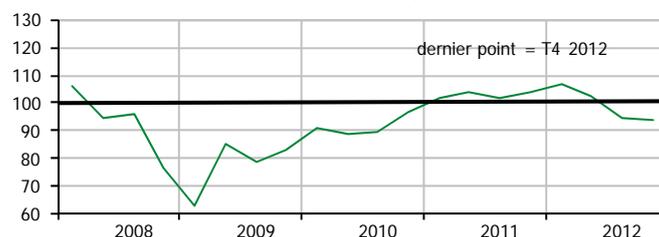
En Guadeloupe, l'indicateur du climat des affaires est en léger retrait (- 1,3 point) au quatrième trimestre, après avoir fortement baissé lors des deux trimestres précédents. Il demeure en deçà de sa moyenne de longue période (- 6,5 points), et atteint son niveau le plus faible depuis septembre 2010.

Cette évolution s'explique principalement par l'appréciation négative portée par les chefs d'entreprises concernant la fin d'année : l'activité est jugée en baisse et la trésorerie se dégrade.

En revanche, les entrepreneurs se montrent plus optimistes pour le trimestre à venir. Ils anticipent un rebond de leur activité et une stabilisation de leurs charges.

Les intentions d'investir à un an reflètent ce regain d'optimisme : elles s'inscrivent en légère hausse et sont majoritairement positives pour la première fois depuis mi-2008.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe  
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

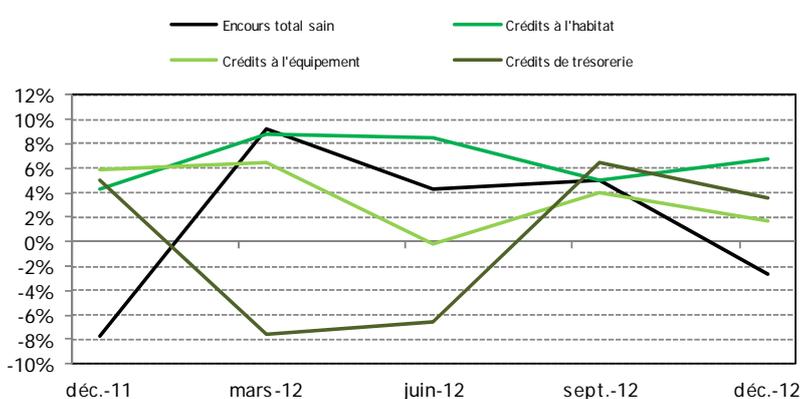
### Les encours de crédit baissent de 2,7 % à Saint-Martin...

Au 31 décembre 2012, l'encours sain des crédits octroyés à la clientèle saint-martinoise enregistre une baisse de 2,7 % sur un an (- 5,5 millions €) après une hausse de 5,1 % en septembre 2012. Il est à noter que cette évolution est essentiellement liée au recul des comptes ordinaires débiteurs des sociétés non financières.

Par agents économiques, les crédits sains consentis aux entreprises diminuent de 8,4 % sur un an, après avoir affiché une bonne performance le trimestre précédent (+ 8,8 % sur un an). Cette baisse provient exclusivement de la chute des crédits d'exploitations (- 57 % sur un an soit - 13,2 millions €) et plus précisément du retrait marqué des comptes ordinaires débiteurs (- 74,9 % soit - 13,8 millions €).

L'encours de crédit octroyé aux ménages, composé pour l'essentiel de crédits à l'habitat (81,7 %), connaît une nouvelle décélération de son rythme de croissance. À 104,6 millions €, il progresse de 3,3 % sur un an après une hausse de 4 % à fin septembre 2012 et de 6,3 % en juin.

Glissement annuel de l'encours de crédit à Saint-Martin



Source : IEDOM

### ... et la croissance des actifs financiers ralentit

Le rythme de progression des actifs financiers à Saint-Martin ralentit fortement à fin décembre 2012 : l'encours augmente de + 3,2 % sur un an (+ 8,2 millions €) après + 14,4 % en septembre 2012. La perte de vitesse observée est principalement liée à la baisse des placements des entreprises (- 0,1 % sur un an). Le taux de croissance des actifs financiers des ménages reste en revanche stable par rapport au trimestre précédent (+ 8,2 % sur un an) et celui des autres agents enregistre une légère accélération (+ 2,8 % en glissement annuel contre + 2,2 % en septembre).

### Baisse du taux du livret A à 1,75 %

Le 1<sup>er</sup> février 2013, le gouvernement a abaissé les taux de rémunération des livrets d'épargne réglementés. Le taux du Livret A et du LDD (livret de développement durable) passe de 2,25 % à 1,75 %. Cet abaissement de 0,50 %, recommandé par la Banque de France, aurait dû être de 0,75 % si la formule prévue par la loi avait été appliquée à la lettre, mais l'institution a choisi d'y déroger pour « préserver globalement le pouvoir d'achat des épargnants ». Parallèlement la rémunération du LEP (livret d'épargne logement) passe à 2,25 %, et celle du CEL (compte d'épargne logement) à 1,25 %.

### Nouveau visage du billet de cinq euros

Les billets en euros font peau neuve. Celui de cinq euros est le premier de la série, baptisée « Europe », à être lancé. Il a été dévoilé le 10 janvier par la Banque Centrale Européenne (BCE). La princesse phénicienne Europe, qui a donné son nom au Vieux continent, apparaît en filigrane et en hologramme sur cette nouvelle version du billet de cinq euros qui sera mis en circulation le 2 mai. Ce nouveau billet bénéficie des progrès technologiques réalisés dans l'impression des billets depuis l'introduction de la première série, il y a plus de dix ans, et comporte de nouveaux signes de sécurité améliorés. Le dévoilement des autres nouveaux billets se fera par ordre croissant, et s'étalera sur plusieurs années.

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

---

### Lancement du fonds de garantie Oséo du Pacte national pour la croissance

L'Agence française de développement (AFD) a déployé en janvier dans les départements d'Outre-mer le nouveau fonds de garantie Oséo du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi. Ce dispositif vise à consolider la trésorerie des PME et TPE. Il concerne des prêts de 2 à 7 ans, d'un montant pouvant aller jusqu'à 3 millions d'euros maximum par entreprise. Au niveau national, l'objectif est de débloquer plus de 500 millions de crédits bancaires.

### Démarrage précoce de la campagne sucrière

La campagne cannière 2013 a été lancée le 24 janvier dans les différents bassins en Nord Basse-Terre, Nord Grande-Terre et Sud Basse-Terre. Selon l'UPG (Union des producteurs agricoles de la Guadeloupe), ce démarrage précoce, qui n'était arrivé depuis plus de 40 ans, présente des avantages pour l'ensemble des acteurs de la filière canne-sucre-rhum. D'une part, elle permet aux planteurs, aux opérateurs et aux usiniers de reconstituer rapidement leur trésorerie. D'autre part, elle donne le temps aux planteurs de préparer des boutures de canne pour la récolte suivante. Enfin, la récolte peut s'achever dans des conditions climatiques favorables, avant la saison d'hivernage, avec une richesse saccharine optimale. Au lendemain de ce démarrage, organisations syndicales et patronales ont signé un protocole d'accord partiel, mettant un terme aux négociations annuelles obligatoires 2013. Ce procès verbal constate le désaccord entre les parties sur la convertibilité de l'accord Bino et le devenir de la filière sucre à Marie-Galante.

### Doublement des personnes âgées dépendantes d'ici 2030

Selon une étude de l'INSEE et de l'Agence régionale de santé (ARS) parue en janvier, la prise en charge de la dépendance des personnes âgées est l'un des enjeux de la société guadeloupéenne d'ici à 2030. Le nombre de personnes âgées dépendantes devrait doubler, passant de 6 000 en 2007 à 13 300 en 2030. Les guadeloupéens de plus de 60 ans seront alors deux fois plus nombreux et la population dépendante sera en moyenne plus âgée qu'aujourd'hui. Le faible niveau actuel de prise en charge des personnes âgées en Guadeloupe (1 % contre 9,5 % dans l'Hexagone et 2 % à 4 % dans les autres DOM) est lié à une politique qui a privilégié le maintien à domicile dans une société où l'implication de l'entourage familial est forte, ainsi qu'au taux de pénétration de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) dans la population. Désormais, la demande sanitaire et sociale croissante induit le développement de structures d'accueil et de services d'aides à domicile.

La publication est disponible sur le site de [l'INSEE](#).

### Loi Lurel : concertation sur le bouclier qualité prix

Saisi par le préfet, l'observatoire des prix des marges et des revenus (OPMR) de Guadeloupe a rendu le 17 janvier 2013 un avis préalable à l'ouverture des négociations concernant l'accord annuel de modération des prix prévu par la loi Lurel. La consultation devrait aboutir à l'établissement d'une liste définitive de produits dont le prix global maximum serait fixé tous les ans par un arrêté préfectoral, les commerçants étant libres de déterminer les prix individuels de chaque produit. L'OPMR souligne dans son avis l'importance de ne pas déstabiliser la production locale face aux produits d'importation et rappelle également que l'égalité de traitement entre les établissements de la grande distribution s'impose pour permettre une mise en œuvre optimale du « bouclier qualité prix ».

### Arrêt de la desserte d'Air France au départ de Roissy

Air France a annoncé la fin de la desserte des Antilles au départ de Roissy-Charles-de-Gaulle à compter du 13 mai 2013. Selon la compagnie, après plus d'un an et demi d'exploitation, le bilan économique ne permet pas de poursuivre cette liaison hebdomadaire pourtant défendue par les professionnels du secteur touristique. Ces derniers, considérant que le hub de Roissy permettrait de capter une clientèle européenne en facilitant les correspondances, s'étaient fortement impliqués notamment en signant « un contrat de destination » avec l'État, les collectivités locales et Air France.

### Une préfète nommée en Guadeloupe

Par décret du 25 janvier, Marcelle Pierrot a été nommée préfète de la région Guadeloupe, et représentante de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin. Elle a pris ses fonctions le 14 février en remplacement d'Amaury de Saint-Quentin qui était en Guadeloupe depuis le 24 août 2011.

### Université Antilles-Guyane : une nouvelle présidente

Corinne Mené-Caster a été élue présidente de l'Université Antilles-Guyane le 25 janvier pour un mandat de 4 ans. Cette ancienne doyenne de la faculté de Lettres et de Sciences humaines du pôle Martinique succède ainsi à Pascal Saffache, à la tête de l'institution depuis 2009.

## ACTUALITE REGIONALE

### Relèvement de la TGCA à 4 % par la COM de Saint-Martin

En application des mesures fiscales votées par le Conseil territorial le 6 décembre 2012 et après l'avis du Conseil économique, social et culturel (CESC) de Saint-Martin, le taux de la TGCA (taxe générale sur le chiffre d'affaires) applicable aux prestations de services ainsi qu'aux ventes de plats à emporter est passé de 2 % à 4 % le 1er février 2013. Cette mesure, qui vise à consolider les ressources fiscales de la collectivité, fait suite aux hausses appliquées en 2012 de la TGCA sur l'électricité et les services de télécommunication (de 2 % à 4 %), des droits d'enregistrement dus à l'occasion de l'achat d'un bien immobilier (de 6 % à 8 %) et de l'impôt sur plus-value immobilière (de 16 % à 19 %).

### Contraction du PIB des États de la Caraïbe orientale

Le rapport « Preliminary overview of the economies of Latin America and the Caribbean » de la CEPALC souligne que les économies de l'Union monétaire de la Caraïbe orientale ont connu une contraction de leur PIB en 2012. Après une croissance estimée de 0,8 % et des signes de reprise de l'activité en 2011, la récession pourrait atteindre -2,6 % en 2012 d'après les estimations de la commission. Les performances encourageantes enregistrées au premier semestre dans les secteurs du tourisme, de l'industrie manufacturière et de l'agriculture, n'ont en effet pu compenser le déclin de la construction, du commerce de détail, de la grande distribution et des services financiers. Le document met en avant l'impact récessif des politiques de consolidation fiscale, de la crise européenne des dettes souveraines et du ralentissement économique aux États-Unis.

La publication est disponible en anglais sur le site de la [CEPALC](#).

### Rapport du FMI sur l'économie de la Dominique

Le FMI a rendu public le 28 janvier 2013 un rapport sur la Dominique. Il précise que la conduite d'une politique budgétaire restrictive et d'une politique fiscale resserrée a renforcé l'économie de l'île au cours des trois dernières années. L'institution relève trois enjeux auxquels les autorités dominiquaises devront faire face. D'une part, afin d'inverser la dynamique à la hausse de la dette publique, un effort notable de rationalisation des dépenses courantes doit être engagé. D'autre part, le pays doit réduire la vulnérabilité de son système financier par un alignement de ses normes prudentielles sur les meilleures pratiques internationales. Enfin, des réformes structurelles s'imposent pour renforcer la compétitivité de l'économie et favoriser l'investissement privé.

La publication est disponible en anglais sur le site du [FMI](#).

### 26 millions de USD pour un aéroport international aux Cayes (Haïti)

Les travaux d'agrandissement de l'aéroport Antoine Simon des Cayes ont débuté le 1<sup>er</sup> février 2013. Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement pour construire de nouvelles infrastructures dans le département du Sud afin d'établir des conditions favorables au tourisme et susceptibles de créer de nombreux emplois.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

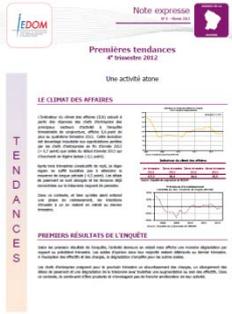
LES INDICATEURS DE REFERENCE				Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation <i>(base 100 en 1998)</i>	Guadeloupe France entière	Décembre 2012	129,4 126,8	0,7 % 0,3 %	2,1 % 1,3 %
<b>Chômage</b> <i>(Source : DIECCTE)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)		Décembre 2012	59 660	-0,1 %	4,6 %
<b>Commerce extérieur</b> <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€)		Décembre 2012 <i>Cumul à fin décembre</i>	16,5 205,0	- -	- -13,4 %
	Importations - (en M€)		Décembre 2012 <i>Cumul à fin décembre</i>	239,3 2 661,9	- -	- -0,4 %
<b>Créations d'entreprises</b> <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées		Décembre 2012	351	-	-20,4 %
			<i>Cumul à fin Décembre</i>	5 004	-	-10,9 %

LES INDICATEURS DE VULNERABILITE				Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Ménages</b> <i>(Source : IEDOM)</i>	Personnes physiques en interdit bancaire		Janvier 2013	21 032	0,5 %	-0,3 %
	Retraits de cartes bancaires		Janvier 2013	555	-	22,8 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés		Janvier 2013	21	-	-
<b>Entreprises</b> <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet	- Montant en milliers €	Janvier 2013	2 415	-	35 %
		- Nombre	Janvier 2013	108	-	0,9 %

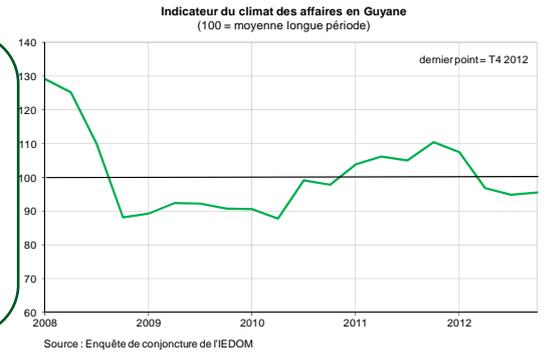
LES INDICATEURS SECTORIELS				Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers aéroportuaires - (entrées + sorties)		Décembre 2012	165 904	-	-12,6 %
			<i>Cumul à fin décembre</i>	1 925 053	-	-1,4 %
<b>Trafic maritime</b> <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)		Décembre 2012	273 200	-	10,6 %
	Nombre de passagers portuaires (entrées + sorties)		Décembre 2012	92 460	-	-3,8 %
<b>Immatriculations</b> <i>(Source : Préfecture)</i>	Immatriculations de véhicules neufs		Décembre 2012	2 323	30,8 %	-3,7 %
<b>Construction</b> <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)		Janvier 2013	22 205	24,9 %	5,0 %

# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Publication : « Premières Tendances »



L'Indicateur du climat des affaires (ICA) calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité à l'enquête trimestrielle de conjoncture, affiche 0,6 point de plus au quatrième trimestre 2012. Cette évolution est davantage imputable aux appréciations portées par les chefs d'entreprise en fin d'année 2012 (+ 0,7 point) que celles du début d'année 2013 qui s'inscrivent en légère baisse (-0,1 point).



La publication « premières tendances » fournit une première estimation de l'indice du climat des affaires. Cet indice est calculé trimestriellement par l'iedom à l'aide d'un sondage auprès des entrepreneurs de la place, et offre divers indicateurs sur la santé des entreprises guyanaises. La publication est disponible gratuitement sur le site de l'iedom : [www.iedom.fr/Guyane](http://www.iedom.fr/Guyane)

## Mise en place du système européen de paiement SEPA

En vigueur depuis janvier 2008, l'espace unique de paiements en euros SEPA (Single Euro Payments Area) se substituera définitivement aux systèmes de paiements nationaux à compter du 1er février 2014, y compris pour les transactions nationales. A cette date, l'IBAN et le BIC remplaceront le RIB actuel, le virement national sera définitivement remplacé par le SEPA Credit Transfert (SCT) et le prélèvement national laissera sa place au SEPA Direct Debit (SDD). Les modifications essentielles et obligatoires pour les entreprises, qu'elles soient émettrices ou bénéficiaires, devront alors avoir été effectuées, ce qui nécessitera bien au préalable des adaptations à plusieurs niveaux notamment dans leurs systèmes d'informations (comptabilité, trésorerie, paie...). Leur migration SEPA doit se faire en coordination étroite avec leurs banquiers. Les informations concernant la migration vers le système SEPA sont disponibles sur le site du comité national SEPA co-présidé par la Banque de France et la Fédération bancaire française ([www.sepafrance.fr](http://www.sepafrance.fr)). En outre, des réunions d'information destinées aux entreprises guyanaises se tiendront dans le courant du mois d'avril 2013.

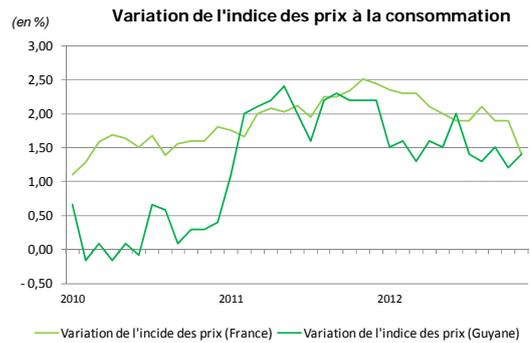
# BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

## Carburants

L'arrêté préfectoral n° 117 du 31 janvier 2013 fixe, à compter du 1<sup>er</sup> février 2013, le prix de vente au détail des carburants à 1,73 € / litre pour l'essence (+2 centimes) et 1,59 € / litre pour le gazole (+ 1 centime). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 24,20 €, contre 24,72 € en décembre, soit une diminution de 52 centimes.

## Prix à la consommation

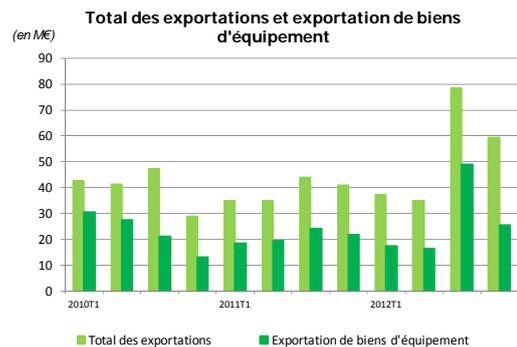
En décembre 2012, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère hausse de 0,3 % sur le mois. La hausse des prix des services (+0,8 %) et de l'énergie (+0,4 %) n'a pas été compensée par la baisse des prix de l'alimentation (-0,3 %) et des produits manufacturés (-0,1 %). Sur l'année 2012, l'indice des prix progresse de 1,4 %, tiré principalement par les variations des prix sur les postes des services (+1,3 %), de l'alimentation (+ 2,4 %), et de l'énergie (+ 0,3 %). L'inflation demeure relativement faible en Guyane, comparée à celle constatée en Guadeloupe (+2,1 %) ou en Martinique (+2,0 %), et est légèrement supérieure à l'évolution pour la France entière (+1,3 %).



## Commerce extérieur

Les derniers chiffres de décembre du commerce extérieur font ressortir une forte hausse des exportations en 2012 (223,4 M€ soit +44,6 %) entraînée par l'augmentation des exportations de biens d'équipement (+47,9 %, majoritairement liée à la réexpédition de conteneurs vides, et de matériel lié au spatial) et des exportations d'or (+28,2 % en volume, +41,1 % en valeur).

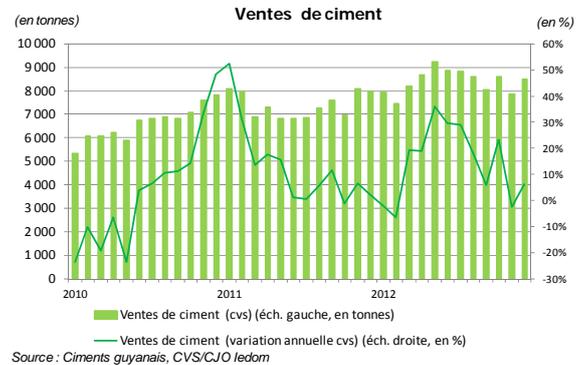
Les importations augmentent de 9,2 % en 2012, pour atteindre 1 486,5 M€<sup>1</sup>. Cette variation reste inférieure à celle constatée en 2011. Le déficit commercial de 1 263,2 M€ est plus important qu'en 2012 (+4,7 %).



<sup>1</sup> Les chiffres des importations en 2012 présentés dans cette publication ne prennent pas en compte l'importation exceptionnelle du navire destiné à la recherche pétrolière en mer Stenna Icemax (987 M€), qui rentre cependant en compte dans la compatibilité des douanes.

**BTP**

Les ventes de ciment ont progressé de 14,7 % sur l'année 2012, pour atteindre un total de 102 219 tonnes. Le marché a été porté par la construction de logements sociaux et par un nombre croissant de logements privés destinés à la location. La tendance devrait se poursuivre sur l'année 2013. La filière BTP reste bien orientée et demeure un secteur en demande croissante de main d'œuvre. Le groupe Image BTP, créé à l'initiative de représentants du secteur du Bâtiment et des Travaux publics, s'est réuni le 31 janvier 2013 pour dresser le bilan des actions réalisées et présenter celles visant à promouvoir davantage le secteur du BTP notamment auprès des jeunes.



**Emploi**

Selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), l'emploi dans le secteur privé en Guyane augmente de +0,4 % au troisième trimestre 2012. En glissement annuel, l'accroissement de +2,0 % est l'un des plus importants en France, et reste bien supérieur à l'évolution nationale sur la période (-0,2 %). Au quatrième trimestre, la tendance est identique. En glissement annuel, les embauches de plus d'un mois augmentent de 0,6 % en Guyane, ce qui représente la plus forte variation constatée sur l'ensemble du territoire. L'évolution nationale est pour sa part en nette baisse, avec une diminution du nombre d'embauches de 6,7 %. Avec la forte croissance démographique que connaît la Guyane, le dynamisme de recrutement du secteur privé ne suffit toutefois pas à contrebalancer l'arrivée du nombre important de jeunes sur le marché du travail. Ainsi, si le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A recule légèrement de 1,1 % à décembre, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi sur l'année 2012 reste largement positive à 11,2 %.

**Environnement**

Le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM, dont la gestion financière et le secrétariat sont confiés à l'Agence Française de Développement) et l'ONF ont signé une convention de financement pour un montant d'un million d'euros afin de contribuer à un développement à faible émission de carbone des pays du Plateau des Guyanes. L'ONF, chef de file du programme, devra ainsi renforcer les capacités techniques des pays concernés tout en privilégiant la coopération régionale des services forestiers, en associant acteurs de la recherche, ONG, représentants des communautés indigènes et bailleurs. Ce financement du FFEM, s'inscrit dans le cadre des engagements pris par la France en matière de Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD), avec un accent plus prononcé sur le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts, ou du renforcement des stocks de carbone forestier dans la réduction des émissions.

**SUIVI INDICATEURS CHIFFRES**

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑ Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Déc-12 <b>126,3</b>	[0,3%]	[1,4 %]	Insee	
		↑ Prix administré du litre d'essence	Févr-13 <b>1,73</b>	[1,2%]	[3,6%]	Prefecture/Dieccte	
	MARCHÉ DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓ Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Déc-12 <b>18 850</b>	-1,1%	11,2%	Diecte (CVS Diecte)	
		↓ Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Déc-12 <b>8 265</b>	[-1,2%]	[6,5%]	Pole Emploi	
		↓ Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Déc-12 <b>15 388</b>	[-0,6%]	[-4,0%]		
	↑ Prestations nettes versées (1)	Déc-12 <b>9,6 M€</b>	[14,2%]	[24,1%]	Caf		
		Cumul	<b>97,8 M€</b>		[16,0%]		
CONSUMMATION	↓ Recettes d'octroi de mer	Sept-12 <b>10,0 M€</b>	-10,5%	5,5%	Douanes		
		Cumul	<b>92,4 M€</b>	-4,7%			
	↓ Importations de biens de consommation (BC) (3)	Déc-12 <b>12,0 M€</b>	-24,7%	-20,3%	Douanes		
		Cumul	<b>153,0 M€</b>	-2,1%			
	↓ Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Janv-13 <b>340</b>	-14,8%	-2,3%	Somafi		
		Cumul	<b>340</b>	-2,3%			
INVESTISSEMENT	↑ Importations de biens d'équipement (BE) (3) (4)	Déc-12 <b>54,4 M€</b>	28,5%	-15,6%	Douanes		
		Cumul	<b>446,0 M€</b>	-10,6%			
	↓ Ventes de véhicules utilitaires	Janv-13 <b>49</b>	-66,2%	-47,3%	Somafi		
		Cumul	<b>49</b>	-47,3%			
COMMERCE EXTERIEUR	↑ Exportations (3)	Déc-12 <b>19,9 M€</b>	9,7%	81,9%	Douanes		
		Cumul	<b>223,4 M€</b>	44,6%			
	↑ Importations (3) (4)	Déc-12 <b>173,9 M€</b>	27,7%	18,5%	Douanes		
		Cumul	<b>1486,5 M€</b>	9,2%			
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	↑ Tirs effectués	Cumul à Févr-13 <b>1 tir (1 Ariane 5)</b>		1 tir à Févr-12	Arianespace	
		↑ Satellites lancés	Cumul à Févr-13 <b>2 satellites</b>		3 satellites		
	BTP	↓ Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Déc-12 <b>7 937 tonnes</b>	-18,9%	3,7%	Ciments guyanais	
			Cumul	<b>102 219 tonnes</b>		14,8%	
	INDUSTRIE	↓ Exportations d'or en volume (3)	Déc-12 <b>115 kilos</b>	-14,2%	71,6%	Douanes	
			Cumul	<b>1727 kilos</b>		28,2%	
		↓ Exportations d'or en valeur (3)	Déc-12 <b>4,6 M€</b>	-16,1%	81,0%	Douanes	
			Cumul	<b>65,3 M€</b>		41,1%	
		↓ Cours de l'once d'or	Déc-12 <b>1 704,83 \$</b>	[-1,0%]	[3,2%]	London Bullion Market Assoc./AFD	
		↑ Grumes sorties de forêt	Déc-12 <b>20 767 m3</b>	46,6%	179,0%	ONF	
			Cumul	<b>74 878 m3</b>	1,5%		
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↑ Exportations de crevettes (3)	Déc-12 <b>37 tonnes</b>	27,6%	80,2%	Douanes	
			Cumul	<b>394 tonnes</b>	-57,1%		
↓ Exportations de poissons (3)		Déc-12 <b>101 tonnes</b>	-63,8%	5,8%	Douanes		
	Cumul	<b>1 573 tonnes</b>	2,7%				
	↑ Exportations de riz (2) (3)	Déc-12 <b>225 tonnes</b>	150,6%	n.s	Douanes		
		Cumul	<b>315 tonnes</b>	-90,2%			
TOURISME	↑ Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Août-12 <b>53 504</b>	5,5%	4,2%	CCIRG		
		Cumul	<b>289 827</b>	-3,3%			
	↑ Nombre de nuitées	Oct-12 <b>37 000</b>	23,3%	5,7%	Insee		
		Cumul	<b>282 000</b>	0,7%			

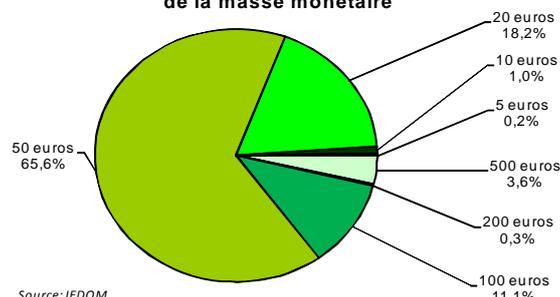
[Données non CVS] \*ATV pour Automated Transport Vehicle (Vehicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale  
 (1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.  
 (2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.  
 (3) Données provisoires : les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.  
 (4) Données excluant l'importation exceptionnelle du navire d'exploration pétrolière affrété par Shell en juin 2012.

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Fiduciaire : progression des émissions nettes de billets et de pièces

Les émissions nettes de billets ont progressé de 6,7 % en volume et de 7,8 % en valeur en 2012. Au 31 décembre 2012, le nombre de billets en circulation s'établit ainsi à 21,2 millions (contre 19,9 millions un an plus tôt) pour une valeur totale de 857 millions d'euros (contre 795 millions). Les coupures de 50 euros représentent 53,0 % du volume (contre 51,8 % fin 2011) et 65,6 % de la valeur (contre 64,8 % fin 2011) de la masse monétaire en circulation. Parallèlement, les émissions nettes de pièces ont progressé de 6,8 % en volume et de 4,7 % en valeur. Le nombre de pièces en circulation s'élève à 182,9 millions fin décembre 2012 (contre 172,1 millions un an plus tôt) pour une valeur totale de 24,3 millions d'euros (contre 23,5 millions d'euros).

Poids des différentes coupures dans la valeur de la masse monétaire



Source: IEDOM

### Vulnérabilité : amélioration de la situation des ménages

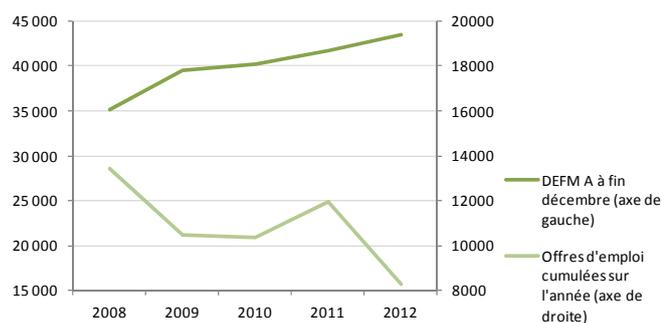
Au 31 décembre 2012, le fichier central des chèques recense 17 426 personnes physiques en interdiction bancaire, soit une diminution de 0,9 % en glissement annuel. Par ailleurs, le nombre de retraits de cartes bancaires s'élève à 3 894 en 2012 contre 4 333 en 2011, soit un recul de 10,1 % en un an. Parallèlement, le nombre de dossiers de surendettement déposés en Martinique est passé de 552 en 2011 à 512 en 2012, soit un recul de 7,2%.

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Chômage : une année 2012 difficile

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'élève à 43 426 en décembre, soit une augmentation de 4,1 % en glissement annuel. Cette hausse est toutefois moindre que celle observée au niveau national (+10 %). Par ailleurs, le nombre de bénéficiaires du RSA-socle a augmenté de 2,3 % en glissement annuel à décembre, alors que le nombre de bénéficiaires du RSA-activité a connu une croissance de 25,1 %, possible signe d'une précarisation de l'activité salariale. Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi collectées en 2012 a reculé de 30,7 % pour atteindre 8 300 offres contre 11 970 un an auparavant. Cette dégradation du déséquilibre entre l'offre et la demande de travail risque de peser sur le chômage de long terme et d'accélérer l'obsolescence des compétences de la main-d'œuvre.

Marché du travail

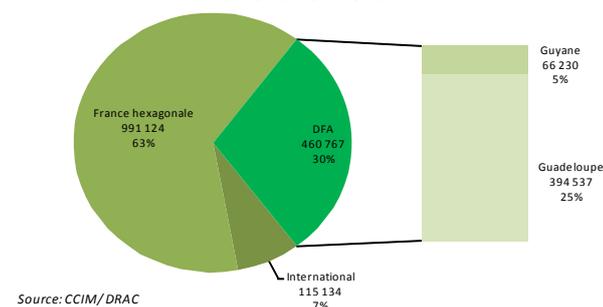


Source: Pôle emploi

### Aéroport : recul du nombre de passagers accueillis en 2012

1 563 481 passagers ont été accueillis à l'aéroport Aimé Césaire en 2012, soit une baisse de 3,5 % par rapport à 2011. Ce recul concerne l'ensemble des zones géographiques en provenance ou à destination de la Martinique : les vols régionaux enregistrent une diminution de 3,9 % du nombre de passagers transportés en 2012, tout comme les vols internationaux (-3,1 %) et les liaisons avec l'hexagone (-3,1 %). Le mois de décembre a été en dessous des attentes des professionnels du secteur avec un nombre de voyageurs en baisse de 8,7 % par rapport à décembre de l'année précédente, malgré l'arrivée d'un nouvel opérateur à bas prix, XL Airways, mi-décembre.

Provenance des usagers de l'aéroport du Lamentin en 2012



Source: CCIM/DRAC

### Loi Lurel : phase de concertation sur la définition du bouclier qualité/prix

L'Observatoire des prix, des marges et des revenus s'est réuni le 15 janvier dernier à la préfecture pour entamer les négociations relatives au bouclier qualité/prix. Ce dispositif, mesure emblématique de la loi Lurel sur la vie chère, prévoit la modération des prix d'une centaine de produits de grande consommation, qu'il s'agisse de produits alimentaires, d'hygiène ou d'entretien. La consultation devrait aboutir à l'établissement d'une liste définitive de produits dont le prix global maximum serait fixé tous les ans par un arrêté préfectoral, les commerçants étant libres de déterminer les prix individuels de chaque produit. La concertation devrait aussi permettre de définir le périmètre des distributeurs concernés.

### Université Antilles-Guyane : une nouvelle présidente

Corinne Mené-Caster a été élue présidente de l'Université Antilles-Guyane le 25 janvier pour un mandat de 4 ans. Cette ancienne doyenne de la faculté de Lettres et de Sciences humaines du pôle Martinique succède ainsi à Pascal Saffache à la tête de l'institution depuis 2009, en devançant les quatre autres prétendants guadeloupéens et guyanais. Parmi ses priorités figure l'accroissement des ressources propres qui répond directement aux nouvelles contraintes pesant sur l'UAG suite à son passage aux responsabilités et compétences élargies (RCE), le 1<sup>er</sup> janvier dernier, faisant de la présidente l'unique gestionnaire du budget et de la masse salariale de l'institution.

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Coopération régionale : sommet CEPALC-UE

Le premier sommet bilatéral entre l'Union européenne (UE) et la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPALC) s'est tenu du 26 au 27 janvier dernier à Santiago (Chili). Il a réuni plus d'une soixantaine de délégations des Etats de l'UE et de la zone Amérique latine-Caraïbe, parmi lesquelles une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement. A cette occasion, Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, a réaffirmé l'importance des relations commerciales entre les deux zones géographiques et la nécessité de favoriser les flux de capitaux destinés à financer des investissements pérennes de qualité à même d'enclencher une dynamique de croissance durable et inclusive. Il a insisté sur le nécessaire équilibre des relations entre les deux organisations régionales. Ces recommandations se sont traduites par la signature de la Déclaration de Santiago, venant compléter le plan d'action UE-CEPALC, qui reprend les principaux engagements bilatéraux définis lors du sommet. La rencontre a également donné lieu à la publication d'un rapport consacré aux échanges commerciaux entre les deux régions et d'un document relatif aux opportunités, pour le secteur privé, liées à un approfondissement des relations entre les pays de l'UE et de la CEPALC.

Ces publications sont disponibles sur le site de la CEPALC : <http://www.eclac.org/default.asp?idioma=IN>.

### Trinidad et Tobago : des perspectives économiques stables selon Moody's

L'agence de notation Moody's a maintenu la note Baa1 pour la dette souveraine de Trinidad et Tobago, s'appuyant sur des perspectives économiques stables. Elle affirme que la consolidation fiscale entreprise par l'Etat, le surplus de la balance courante des paiements, la cohérence et la continuité des politiques publiques, ainsi que la stabilité institutionnelle devraient permettre de parer aux menaces pesant sur l'économie trinitadienne. Parmi ces dernières, l'agence cite notamment l'étroitesse du marché, la faible diversification de l'économie et la détérioration du déficit public, principalement liée à la mise en œuvre d'un plan de stimulus fiscal, provoquant une détérioration de la dette souveraine. Moody's salue la création du HSF (Heritage and Stabilization Fund), une institution fiscale chargée de gérer l'excédant de revenu généré par le secteur du pétrole et qui a accumulé un surplus équivalent à 19% du PIB.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- décembre 2012	129,1	0,8 %	+2,0 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- décembre 2012	43 426	-1,9 %	+4,1 %
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- novembre 2012	22 059	+1,2 %	+7,1 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2012	39 147	+1,0 %	+4,8 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- novembre 2012	264,9	ns	+14,1 %
	Exportations (millions d'euros)	- novembre 2012	22,2	ns	-12,4 %
	Taux de couverture mensuel		8,4 %		-2,5 pts
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- novembre 2012	41,2	-4,8 %	+1,6 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- novembre 2012	480,5		+5,5 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- décembre 2012	17 426	-0,8 %	-0,9 %
	Retraits de cartes bancaires (flux)	- décembre 2012	369	-10,0 %	-39,8 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- décembre 2012	138 733	+27,7 %	-8,7 %
		- cumul annuel	1 563 481		-3,5 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- janvier 2013	27 985	ns	+45,4 %
		- cumul annuel	27 985	-	ns
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- décembre 2012	13 425	-17,6 %	-11,5 %
		- cumul annuel	185 222		-7,3 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- janvier 2013	905	-55,8 %	+5,8 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- janvier 2013	141	-50,2 %	-10,8 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		1 046	-	+3,3 %

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

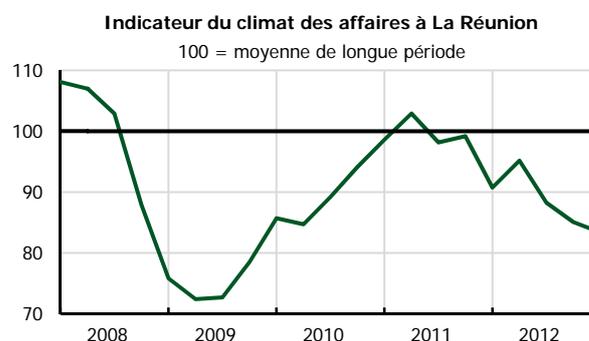
### Publication d'une nouvelle note trimestrielle « Premières Tendances » au 4<sup>e</sup> trimestre 2012

La nouvelle note trimestrielle de l'agence de Saint-Denis, intitulée "Premières Tendances " dresse un aperçu rapide de l'évolution du climat conjoncturel de l'île.

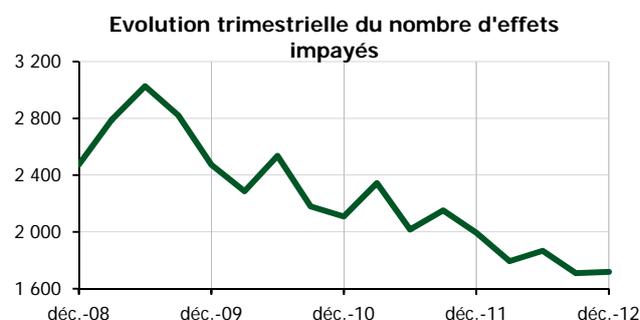
Les premiers résultats de l'enquête de conjoncture réalisée par l'Institut montrent ainsi que l'indicateur du climat des affaires (ICA) diminue à nouveau au 4<sup>e</sup> trimestre 2012 (-1,7 point), mais à un rythme moins marqué qu'aux trimestres précédents. Il s'établit à 83,3 points et demeure bien en deçà de sa moyenne de longue période.

La publication de ces Premières Tendances, un mois après la fin du trimestre, sera toujours suivie un mois plus tard par la diffusion d'analyses approfondies dans les Tendances conjoncturelles.

Cette note est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).



Source : Enquête de conjoncture IEDOM



Source : IEDOM

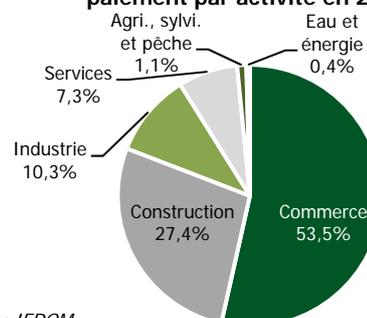
La répartition par activité change peu entre 2011 et 2012. Avec 18,5 millions d'euros, le secteur du commerce concentre toujours plus de la moitié de la totalité des incidents déclarés. Vient ensuite le secteur de la construction, avec 27,4 % des montants. Les effets impayés dans l'industrie représentent 10,3 % du total, dont un tiers dans celui des produits métalliques. Les services enfin accumulent 7,3 % du montant des impayés, notamment dans les activités de transports.

### Baisse du nombre d'effets de commerce impayés en 2012

En 2012, 7 090 effets de commerce impayés ont été enregistrés, soit une diminution de 16,6 % sur un an. Cette baisse s'explique pour l'essentiel par une moindre utilisation des effets de commerce.

Les baisses conjuguées du nombre d'impayés et de leur montant moyen (-12,0 %) engendrent un recul de 26,6 % du montant total d'impayés, qui s'établit à 36,2 millions d'euros.

### Répartition des montants des incidents de paiement par activité en 2012



Source : IEDOM

### Lancement du fonds de garantie Oseo du Pacte de croissance en Outre-mer

L'Agence française de développement (AFD) déploie dans les départements d'Outre-mer le nouveau fonds de garantie Oséo du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi. Ce dispositif vise à consolider la trésorerie des PME et TPE. Il concerne des prêts de 2 à 7 ans, d'un montant pouvant aller jusqu'à 3 millions d'euros maximum par entreprise. Au niveau national, l'objectif est de débloquer plus de 500 millions de crédits bancaires.

## BREVES ECONOMIQUES

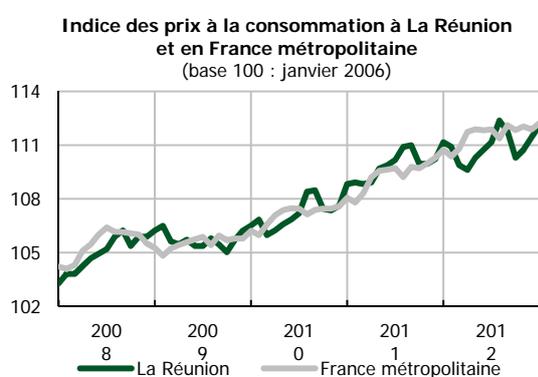
### LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Décembre 2012	129,5	+ 0,6 %
	IPC France entière	Décembre 2012	126,8	+ 0,3 %
<b>Octroi de mer</b> (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Décembre 2012	23 437	- 23,7 %
	En cumul (milliers d'euros)	Décembre 2012	292 014	-
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	Décembre 2012	4 652,3	-
	Exportations (en cumul - millions d'euros)	Décembre 2012	306,8	-
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Décembre 2012	132 530	+ 1,2 %

## LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel	
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Décembre 2012	203 659	+ 24,7 %	- 6,3 %
	Cumul 2012	cumul Déc.	2 094 698	-	- 4,5 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Insee)	Nombre de nuitées	Novembre 2012	90 600	- 13,3 %	+ 0,0 %
	Cumul 2012	cumul Nov.	748 600	-	- 0,5 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	Décembre 2012	1 118	-	n.s.
	Cumul 2012 (milliers d'euros)	cumul Déc.	24 681	-	+ 8,3 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Décembre 2012	9,0	-	- 11,0 %
	Cumul 2012 (milliers de tonnes)	cumul Déc.	306,7	-	- 10,4 %
	Effectifs salariés du BTP	Décembre 2012	16 164	- 4,3 %	- 5,3 %

## Hausse des prix à la consommation modérée en 2012



A l'instar de la France métropolitaine, l'inflation réunionnaise ralentit en 2012, avec une hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) de 0,9 % à fin décembre sur un an, contre + 2,1 % un an auparavant.

L'augmentation de 2,8 % des prix de l'alimentation participent à cette évolution, en raison des hausses de prix des matières premières alimentaires sur les marchés mondiaux, ainsi que de la baisse de l'euro qui renchérit le coût d'une partie des produits importés. L'indice des services, principale composante de l'IPC, s'accroît de 0,6 %. Dans le même temps, les prix de l'énergie baissent de 0,3 %.

## Baisse du prix médian des appartements anciens au troisième trimestre 2012

Selon les « Notaires de France », le prix médian des appartements anciens vendus à La Réunion est estimé à 2 270 €/m<sup>2</sup> au troisième trimestre 2012, en baisse de 8,7 % sur un an. Cette contraction est nettement supérieure à celle observée en France métropolitaine (- 0,5 % sur la même période et - 1,3 % en province). Le prix médian au m<sup>2</sup> dans l'île reste inférieur à ceux observés en Martinique et à la Guadeloupe (respectivement 2 420 €/m<sup>2</sup> et 2 860 €/m<sup>2</sup>). Parallèlement, le prix médian des maisons anciennes à La Réunion reste stable, tandis qu'il diminue de 1,5 % en France métropolitaine.

La publication est disponible sur le [site des Notaires de France](#).

## Baisse des déclarations d'embauche de plus d'un mois au quatrième trimestre 2012

Au quatrième trimestre 2012, les déclarations d'embauche de plus d'un mois baissent de 10,1 % à La Réunion sur un an, selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos). Au niveau national, cette contraction est moins marquée (- 6,7 %), touchant toute les régions hormis la Corse, le Limousin et la Guyane.

## Hausse de l'emploi dans le secteur privé au troisième trimestre 2012

Selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), l'emploi dans le secteur privé augmente de 0,5 % (données CVS) au troisième trimestre 2012, après une baisse de 0,2 % le trimestre précédent. Au niveau national, les effectifs des entreprises qui déclarent aux Urssaf leurs cotisations reculent de 0,2 %. Parallèlement, la masse salariale dans l'île progresse à un rythme similaire à celui de la France entière : + 0,4 %.

## Contraction du résultat agricole en 2011

Les comptes de l'agriculture réalisés par la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF) établissent à 204,8 millions d'euros le résultat agricole de La Réunion en 2011, soit une baisse de 3,9 % par rapport à 2010. Malgré la hausse de la production (+ 3,1 %), cette contraction s'explique par une hausse de 12 % de la valeur des consommations intermédiaires (CI). Les CI en aliments pour animaux (40 % de l'ensemble des CI) ont notamment progressé de 17 %, sous l'effet d'une envolée générale des cours des céréales et oléagineux.

La publication est disponible sur le [site de l'Agreste](#).

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Les émissions nettes

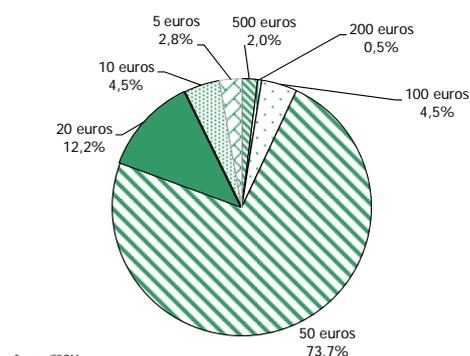
A fin janvier 2013, les émissions nettes de billets se contractent de 5,7 millions d'euros sur le mois (soit -0,9 % après +3,9 % le mois précédent). Elles restent néanmoins supérieures au seuil des 600 millions d'euros cumulés franchi dans le courant du mois de décembre 2012 et s'établissent à 601,5 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre affichent un repli plus accentué : -2,7 % après +5,7 % le mois précédent. Cette contraction tant en volume qu'en valeur est conforme à la tendance observée ces dernières années : en effet, traditionnellement en décembre, une activité commerciale intense accroît les besoins en numéraire et augmente les volumes prélevés. Le mois de janvier génère donc des reversements qui contractent la masse monétaire fiduciaire théorique en circulation sur le territoire. Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte repasse ainsi sous les 11 millions au 31 janvier dont près de 74 % sont constitués par la coupure de 50 € (67 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île s'est appréciée de plus d'un euro ces douze derniers mois et atteint 55,1 € au 31 janvier 2013.

Emissions nettes cumulées de billet au 31 janvier 2013

En millions d'euros



Répartition des billets en nombre au 31 janvier 2013



## BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

### Les négociations sur la liste des produits de grande consommation et leur niveau de prix sont lancées à Mayotte

Le 14 janvier 2013, l'observatoire des prix et des revenus s'est réuni dans le but de lancer les négociations sur la définition de la liste des produits de grande consommation dont la loi LUREL prévoit l'encadrement des prix afin de lutter contre la cherté de la vie. Les négociations se déroulent sur un mois, du 22 janvier au 22 février 2013. Dans l'hypothèse où aucun accord ne serait conclu entre les différents partenaires avant le 1<sup>er</sup> mars, il reviendra alors au préfet de Mayotte de fixer, de manière administrative et pour une année, la liste de produits et leur niveau de prix.

### Détermination de la date de référence pour l'indexation des salaires de la fonction publique, signature des premiers emplois d'avenir et application des allocations logement

Le gouvernement a annoncé le 17 janvier 2013 que la date de référence pour la prise d'effet de l'indexation des salaires de la fonction publique est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Cette annonce ne précise pas les taux d'application et la date effective de versement de l'indexation aux fonctionnaires qui seront déterminés ultérieurement.

D'autre part, suite au décret paru le 13 janvier 2013 qui fixe les taux d'intervention de l'État, les premiers contrats emplois d'avenir ont été signés à Mayotte dans le courant du mois de janvier 2013. Ainsi, huit jeunes ont bénéficié d'un Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) et trois autres d'un Contrat d'avenir professeur (CAP). Le décret aligne les taux d'intervention de l'État à Mayotte sur ceux de la Métropole, bien que ceux-ci ne s'appliquent pas aux mêmes bases compte tenu de la différence existante entre les salaires minimum.

Enfin, lors du conseil des ministres du 23 janvier 2013, la ministre des affaires sociales et de la santé, Mme Marisol TOURAINE a proposé une ordonnance relative à l'application des allocations logement à Mayotte. Ainsi, l'Allocation de logement familiale (ALF), déjà en place sur l'île, et l'Allocation de logement social (ALS), qui y sera instaurée, seront alignées sur le droit commun en vigueur dans les départements d'Outre-mer avec un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Toutefois, certaines adaptations étant nécessaires, un prochain décret précisera le barème de calcul des allocations et les normes relatives aux conditions de logement.

### Préservation de la biodiversité marine : Projet européen commun Mayotte-TAAF

Dans le cadre du 10<sup>ème</sup> Fonds européen de développement (FED), l'Union européenne (UE) va financer un projet commun au Département de Mayotte et aux Terres australes et antarctiques françaises (TAAF). Elaboré dans un esprit de partage des connaissances et de mutualisation des moyens, il vise à étudier, préserver et valoriser la biodiversité marine des deux territoires en tirant profit de la proximité de leurs espaces naturels marins et des problématiques communes auxquelles ils sont confrontés. Les conventions de financement et de délégation ont été signées en présence des préfets des deux territoires, d'un représentant de l'UE, du président du Conseil général de Mayotte et de l'AFD qui sera l'organisme délégataire pour la gestion des fonds. L'UE apportera 3 millions d'euros, tandis que Mayotte et les TAAF fourniront une aide en nature, sous la forme de moyens humains et matériels, estimée respectivement à 200 000€ et à 650 000€.

## Conférence sur la réforme fiscale

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, une nouvelle fiscalité entrera en vigueur à Mayotte puisque l'île sera alors soumise au régime fiscal de droit commun. Dans cette perspective et dans le but d'informer les acteurs administratifs, économiques et la population des changements à venir, le Conseil général a organisé, le 29 janvier 2013, une conférence publique sur la réforme fiscale. Les principes généraux de cette réforme ont été présentés et consistent à faire converger le système fiscal existant vers celui de droit commun. Ainsi, les hypothèses de travail actuellement retenues concernent le maintien (impôts sur le revenu et les sociétés), la suppression (taxes douanières et à la consommation, patente et taxe foncière « spéciale ») et l'introduction potentielle de certains impôts et taxes (droit de douane européen, octroi de mer, taxes foncières sur la bâti et le non bâti, taxe d'habitation et cotisation économique territoriale). Les travaux de définition et de simulation seront conduits tout au long de l'année 2013 par les différents services concernés et les opérateurs économiques en vue de s'accorder sur le nouveau régime fiscal.

## Lancement des travaux pour définir le Schéma d'aménagement régional (SAR)

Le Conseil général a lancé les travaux de définition du Schéma d'aménagement régional (SAR) en organisant, au début du mois de janvier 2013, les premiers ateliers thématiques avec les principaux acteurs socio-économiques mahorais. Ce document se substituera au Plan d'aménagement et de développement durable (PADD) et répondra à l'obligation légale qui impose à toutes les régions françaises de se doter d'un SAR. Son objectif est de définir, pour les dix années à venir, les grandes orientations de la politique de développement de l'île. L'adoption de ce schéma par l'assemblée départementale de Mayotte est prévue en décembre 2013 pour une mise en application sur la période 2014-2024.

## Poursuite de la coopération régionale : signature d'une convention avec Sava

Dans le cadre de la coopération régionale, une délégation malgache composée du vice Premier ministre, de la ministre de la décentralisation et d'entrepreneurs a séjourné sur l'île durant trois jours (28-30 janvier 2013). Cette visite a été l'occasion de signer une convention de coopération entre la région Sava (nord-ouest de Madagascar) et Mayotte pour développer les échanges entre les deux îles. Après Boény et Diana, Sava devient ainsi la troisième région de Madagascar à coopérer avec l'île aux parfums.

## L'AFD soutient la construction de logements et accompagne le développement des communes

L'Agence française de développement (AFD) et la Société immobilière de Mayotte (SIM) ont signé une convention de prêt de 13,3 millions d'euros pour financer quatre nouveaux programmes immobiliers dits Logement locatif de gamme intermédiaire (LLI). Ils représentent une centaine de logements qui seront bâtis dans les communes de Koungou et de Mamoudzou. Trois des quatre programmes sont mixtes et comprendront une part significative de logements sociaux. D'autre part, l'AFD a également signé quatre prêts avec les communes de Mamoudzou, Mtzamboro, Dzaoudzi et Bandré, compris entre 0,4 et 3,1 millions d'euros, pour accompagner leurs programmes d'investissement et le développement de leurs territoires (aménagement urbains, résorption de l'habitat insalubre, travaux de rénovation et de mise aux normes...).

# PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	déc.-12	117,0	0,2%	2,8%
<b>Chômage</b> (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	déc.-12	8 585	-17,4%	-1,9%
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles sept.-12	22 464	-19,7%	-23,3%
	(hors hydrocarbures)	cumulées sept.-12	232 367	10,7%	-8,0%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles sept.-12	614	-22,6%	95,1%
		cumulées sept.-12	5 957	11,5%	10,2%
	Taux de couverture	mensuel sept.-12	2,73%	-0,10 pt	1,66 pt
		cumulé sept.-12	2,56%	0,02 pt	0,42 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels déc.-12	382	42,0%	5,5%
		cumulés déc.-12	4 721	-	-7,1%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels déc.-12	24 751	63,0%	-17,4%
		cumulés déc.-12	267 030	-	-7,9%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels déc.-12	29,3	7,8%	-21,2%
	(départs)	cumulés déc.-12	367,6	-	-63,2%
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(2)</sup> (en tonnes)	mensuelles sept.-12	8 282	-18,8%	107,2%
		cumulées sept.-12	60 874	-	6,5%
<b>Electricité</b> (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)	déc.-12	39 516	0,3%	3,8%
	Consommation <sup>(3)</sup> (en Mwh)	cumulée déc.-12	245 798	-	1,5%
<b>Hydrocarbures</b> (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle déc.-12	9 602	-1,9%	-5,8%
		cumulée déc.-12	112 223	-	2,5%
<b>Poissons d'élevage</b> (Source : Douanes)	Exportations :				
	- en tonnes	mensuelles sept.-12	14,7	-27,7%	-
		cumulées sept.-12	46,4	-	40,1%
	- en milliers euros	mensuelles sept.-12	107,1	-25,1%	-
		cumulées sept.-12	333,0	-	63,2%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,75%	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/13)				
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

\* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Janvier 2013)				
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,0909%	0,0786%	0,0723%	0,0709%	0,1120%	0,2040%	0,3430%	0,5730%	

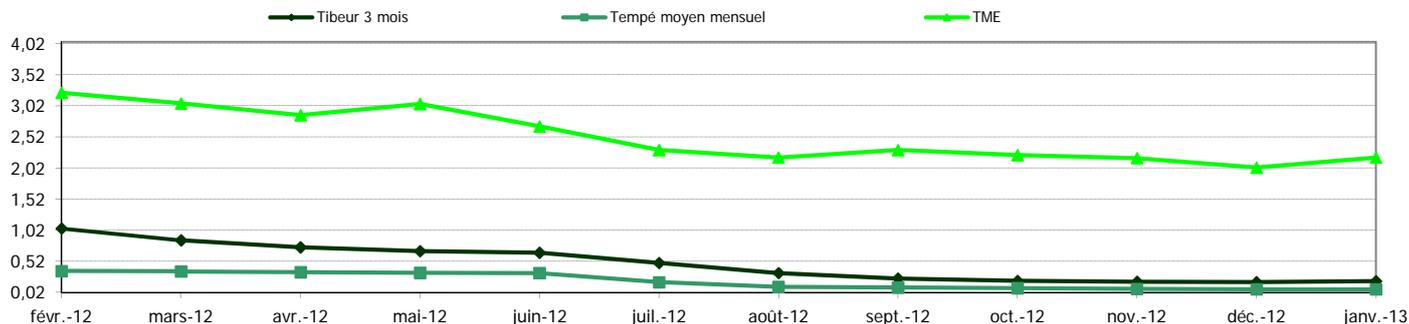
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	
2,23%	2,18%	2,03%	2,19%	2,43%	2,38%	2,23%	2,39%	

### Taux de l'usure (applicable au premier trimestre 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	12,19%
Prêts à taux fixe	5,72%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	11,24%
Prêts à taux variable	5,37%	<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Prêts-relais	5,79%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,05%
<b>Autres prêts</b>		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	4,01%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,30%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,61%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,89%	Découverts en compte (1)	13,32%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	18,95%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,49%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	15,55%	Découverts en compte (1)	13,32%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

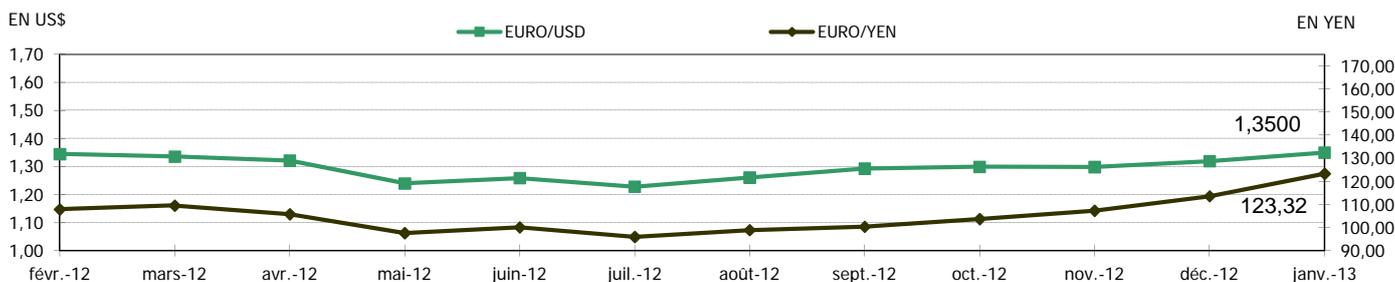
### Taux des marchés monétaires et obligataires



### Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3550	EURO/ZAR (Afrique du sud)	12,1048	EURO/SRD (Surinam)	4,47980
EURO/JPY (Japon)	123,3200	EURO/BWP (Botswana)	10,86890	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,43000
EURO/CAD (Canada)	1,3577	EURO/SCR (Seychelles)	17,2446	EURO/DOP (Rép. Dom.)	55,2511
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85700	EURO/MUR (Maurice)	41,3365	EURO/BBB (La Barbade)	2,71550
EURO/SGD (Singapour)	1,6768	EURO/BRL (Brésil)	2,6892	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,68000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,5106	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,83010	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2968,8133	EURO/XCD (Dominique)	3,6653	EURO/FC (Comores)	491,96775

### Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



### Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 18 février 2013 - Dépôt légal : février 2013 - ISSN 1284-4438